



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

Avis de la Demande de Cotation N° *013* /DC/FEICOM/CIPMI/ 2025 du *20.11.25*
Pour l'acquisition de licences et certificats pour le système d'information du FEICOM

1. Objet de la Demande de Cotation

Afin de garantir la sécurité, la conformité et la performance optimale du système d'information, le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) lance une consultation pour l'acquisition des licences logicielles et certificats numériques pour les infrastructures informatiques du FEICOM.

2. Consistance des prestations

La prestation consiste en l'acquisition des licences logicielles et certificats numériques pour les infrastructures informatiques du FEICOM, notamment :

- Une (1) licence du logiciel de gestion des présences pour trente (30) pointeuses biométriques,
- Six (6) licences du logiciel de modélisation de processus,
- Six (6) licences du logiciel de virtualisation du réseau EVE-NG Pro,
- Dix (10) licences du logiciel Power BI,
- Onze (11) licences Udemy Entreprise,
- Cinq (5) licences Zoom Professionnelle,
- Une (1) licence HappyScribe,
- Cinq (5) licences ChatGPT Pro,
- Les services associés comprenant le déploiement et la prise en main des solutions ZKBiotime et Power BI.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires camerounais, pouvant justifier d'une expérience dans le domaine du logiciel informatique.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Exercice 2025, sur la ligne budgétaire : 20-10-00, « logiciels ».

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne ;

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Il peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Le dossier physique peut être également consulté. Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4 561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 / Fax 222 231 759, Porte 11, Poste 217 dès publication du présent Avis.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Il est possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le versement d'une somme non remboursable de **quarante mille (40 000) Francs CFA** dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC, au titre des frais d'acquisition du DAO.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt-neuf millions neuf cent cinquante mille **(29 950 000) Francs CFA TTC**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste dans la pièce 10 du Dossier de Demande de Cotation dont le montant s'élève à **cinq cent mille (500 000) Francs CFA** et valable jusqu'à **trente (30) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres. Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et Consignation (CDEC). En cas de chèque-banque ou chèque certifié produit en lieu et place du cautionnement de soumission, celui-ci doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Maître d'Ouvrage. Ledit chèque doit être transmis par l'établissement financier émetteur dans un délai de sept (07) jours ouvrables avant la date d'ouverture des plis. L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission suivi du récépissé de consignation présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **18.01.2025** à **12h30** heures. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

**« Avis de Demande de Cotation n° 13/DC/FEICOM/CIPM/2025 du 20.11.2025
Pour l'acquisition de licences et certificats pour le système d'information du FEICOM
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 18 12 25 à 10 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du FEICOM dans la salle de réunions de ladite Commission située à l'ancien siège du FEICOM, Rue 4.561, Ydé 4ème Mimboman.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

1. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
2. de l'absence du cautionnement de soumission timbré et acquitté à la main à l'ouverture des plis ;
3. de L'absence du récépissé délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
4. de La Non-présentation de l'original du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis, pour les besoins de conservation, conformément au point 17 de la circulaire n° 000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics ;

5. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
6. du non-respect de 4/5 critères essentiels dont les références ;
7. La non-conformité du profil de l'expert en charge du déploiement ;
8. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de de marchés au cours des trois (03) dernières années ;
9. de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture ;
10. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
11. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
12. de l'absence des fiches techniques des fabricants ou des prospectus en couleur ;
13. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
14. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

1. la présentation de l'offre ;
2. les références du soumissionnaire ;
3. la capacité financière;
4. le calendrier de livraison et planning.
5. Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

14. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de *vingt et un (21)* jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Tranches/Allotissement

Les prestations pour ce marché sont réunies en un lot unique.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations**.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au **Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé (Mimboman), BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4 561 MIMBOMAN YDE 4^{ème}, Téléphone 222 235 164 / Fax 222 231 759, Porte 11, Poste 217** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

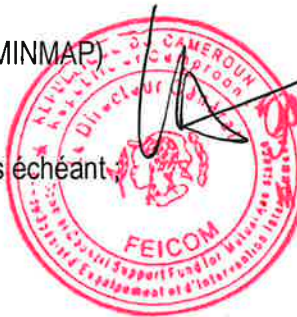
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro et de l'ARMP au numéro

Yaoundé, le 20 11 25

**LE DIRECTEUR GENERAL,
MAITRE D'OUVRAGE**

Copies

- **Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)**
- ARMP
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage -chrono (*pour information/publication*)



Philippe Camille Akoa
REGISTRAT HORS-HIERARCHIE



SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

Request for Quotation Notice

No. **013** /RQ/FEICOM/CIPM/2025 of **201125**

For the acquisition of licenses and certificates for FEICOM's information system

1. Subject of the Request for Quotation

In order to guarantee the security, compliance and optimum performance of the information system, the Director General of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM) is launching a consultation for the acquisition of software licences and digital certificates for FEICOM's IT infrastructure.

2. Nature of services

The service consists of the acquisition of software licences and digital certificates for FEICOM's IT infrastructure, in particular :

- one (1) attendance management software license for thirty (30) biometric time clocks;
- six (6) process modeling software licenses;
- six (6) EVE-NG Pro network virtualization software licenses;
- ten (10) Power BI software licenses;
- eleven (11) Udemy Entreprise licenses
- five (5) Zoom Professionnelle licenses;
- one (1) HappyScribe license;
- five (5) ChatGPT Pro licenses;
- as well as associated services including deployment and takeover of the ZKBiotime and Power BI solutions.

3. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation is open to Cameroonian providers who can demonstrate experience in the field of computer software.

4. Financing

The services which are the purpose of this Consultation Notice are financed by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), Exercise 2025 budget line: 20-10-00 "Logiciels".

5. Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is online.

6. Consultation of the Request for Quotation File

It may be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or by any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority (to be specified)..

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at the Service des Marchés et Approvisionnements, located at the former headquarters of FEICOM in Yaoundé (Mimboman), BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4 561 MIMBOMAN YDE 4th, Telephone 222 235 164 / Fax 222 231 759, Door 11, Extension 217 as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of forty thousand (40 000) CFA Francs for the purchase of the Request for Quotation File, payable into the CAS- ARMP Special Account opened in the BICEC Agencies.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) file by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditional upon payment of the cost of purchasing the Request for Quotation (RFQ) file.

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is **twenty-nine million seven hundred thousand and fifty thousand (29,950,000) CFA francs**, including taxes.

9- Bid bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which is given in Exhibit 10 of the Request for Quotation File, the amount of which is **five hundred thousand (500,000) CFA francs** and which is valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. The said bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Caisse de Dépôt et Consignation (CDEC). If a bank cheque or certified cheque is produced instead of the bid bond, it must be made payable to the CDEC on behalf of the project owner. The said cheque must be sent by the issuing financial institution within seven (07) working days before the date on which the bids are opened. The absence or non-compliance of the bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond followed by a deposit receipt presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10-Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

The quotation must be sent by the tenderer on the COLEPS platform no later than 09 a.m. on **18.12.25**. A back-up copy of the quotation recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'back-up copy', in addition to the above wording, by the deadline.

Request for Quotation Notice

No. **013** /RQ/FEICOM/CIPM/2025 of **20.11.25**

For the acquisition of licenses and certificates for FEICOM's information system

"To be opened only at the opening session".

Nb File size and format

For online bidding, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer ;
- 15 MB for the Technical Offer
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be sent.

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on theat 10 am by the FEICOM Internal Contract Award Commission in the meeting room of the said Commission located at the former FEICOM headquarters, Rue 4.561, Ydé 4ème Mimboman.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12-Admissibility of Quotations

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13-Evaluation criteria

13.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

1. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
2. the absence or non-conformity of the bid bond, paid by hand when the bids are opened, in accordance with the circular letter of 25 April 2022 relating to the application of the Public Procurement Code;
3. Absence or non-compliance of the deposit receipt issued by CDEC at the opening of bids; False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
4. The non-presentation of the original stamped bid bond at the opening of bids, for preservation purposes, in accordance with point 17 of circular no. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025, regarding the modalities for the establishment, deposit, preservation, decommissioning, restitution, and realization of guarantees in public contracts;
5. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
6. Failure to comply with 4/5 essential criteria relating to the qualification threshold for technical offers;
7. Non-compliance with the profile of the team leader;
8. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
9. Failure to comply with the major technical specifications of the supply (to be listed)
10. Absence of a quantified unit price in the quotation;
11. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
12. the absence of the manufacturer's technical data sheets accompanied by the prospectus;
13. Absence of the dated and signed Integrity Charter;

14. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

- Presentation of bid;
- Bidder's References;
- Financial capacity;
- Execution timeframe;
- the proof of acceptance of the terms of the contract;

14 Estimated exécution period

The maximum time frame provided for by Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is *twenty-one (21)* calendar months or days This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

15 Tranches/Allotment

The services for this contract are combined in a single lot.

16 Award

The project owner will award the order letter to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17 Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their **Quotations** during ninety (90) days from the deadline set for the submission of **Quotations**.

18 Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Service des Marchés et Approvisionnements, located at the former FEICOM headquarters in Yaoundé (Mimboman), BP 718 Yaoundé, FEICOM, Rue 4 561 MIMBOMAN YDE 4ème , Telephone 222 235 164 / Fax 222 231 759, Porte 11, Poste 217 or online on the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19 Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Unit for the Fight Against Corruption of the PO/DPO at _____ and ARMP at _____.

Done at Yaounde, the **20 11 20**

**THE GENERAL MANAGER,
CONTRACTING AUTHORITY**

Copies

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- Project Owner or DPO concerned, if applicable;
- Chairperson of the TB concerned
- Chairpersons of the CCCB, if applicable;
- Posting/File (for information/publication)



Philippe Camille Akon
MAGISTRAT HORS-HIERARCHI.